

négocier avec le ministre du Commerce et du Développement de l'Ontario pour savoir s'il veut poursuivre l'acquisition des unités de logement existantes qui sont maintenant libres dans la municipalité de Toronto. Les maisons feraient l'objet d'un bail préférentiel qui durerait de trois à cinq ans. Nous pourrions certes offrir la subvention fédérale comme s'il s'agissait d'unités de logements sociaux nouvellement construites. Cela disperserait les unités à travers la communauté et nous allégerions la pénurie de logements dans une certaine mesure.

J'attends avec impatience le moment d'examiner la politique provisoire relative aux logements sociaux. J'ai signalé, dans un commentaire fait en décembre, que ce te question avait pris plus de temps que je ne pensais, en raison surtout de la nécessité évidente de consulter les gouvernements provinciaux. Nous avons toutes leurs recommandations, la dernière nous étant arrivée juste avant le congé de Noël, et j'espère que nous pourrons présenter aux provinces une recommandation composite. Nous ne manquerons pas de songer aux commentaires du député lors des changements que nous espérons présenter, dans le programme de 1970 du moins.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE NIGERIA—
LES INITIATIVES DU GOUVERNEMENT
POUR FAIRE SUITE AU CESSER-LE-FEU

[Français]

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, le 14 janvier dernier, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) s'il voulait protester auprès du Secrétaire général des Nations Unies, U Thant, qui avait déclaré que l'ONU ne tolérerait ni ne reconnaît une sécession au Nigeria, et je demandais de plus de quelle autorité il s'était prévalu pour faire une telle déclaration, et s'il était de sa compétence de déclarer que les frontières actuelles des pays étaient intangibles.

D'ailleurs, immédiatement après la déclaration de U Thant, les Russes ont trouvé une excuse valable pour expédier au Nigeria des canons puissants qui ont anéanti la résistance des Biafrais. A mon sens, le Secrétaire général des Nations Unies, qui se prononce sans avoir les pouvoirs de le faire, est un irresponsable. Les pays d'Afrique ont hérité de frontières tracées par les anciennes puissances coloniales, et plusieurs gouvernements ne veulent pas que ces frontières soient encore respectées.

D'ailleurs, je sais que le Secrétaire général des Nations Unies n'était pas sans savoir que la révolte du Biafra tirait son origine d'une série d'assassinats, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures savait aussi que l'Angleterre, ayant des intérêts économiques à défen-

dre, n'avait qu'à procéder à certaines opérations militaires qui, commençant le 6 juillet 1967, ne devaient être qu'une promenade militaire ayant pour but d'empêcher la compagnie Shell de verser aux Biafrais 90 p. 100 de sa production.

Le Secrétaire général des Nations Unies répond que la Russie était aussi un fournisseur d'armes. Il est vrai que la Russie a fourni des armes. Après les incidents de Prague et de Budapest, nous n'avons rien à attendre de ce pays. Étant donné que nous luttons contre l'idéologie communiste, il ne faudrait pas, à mon sens, considérer comme normale l'étrange alliance entre la Russie, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Lorsque le Cameroun a voulu reconnaître le Biafra, le délégué américain, Joseph Palmer, fut envoyé dans ce pays pour dire qu'il en était fini de l'aide américaine, si le Cameroun agissait ainsi. Cette seule apparition de M. Palmer sur la scène du conflit nigéro-biafrais constitua un point tournant. D'ailleurs, ce pays, par l'entremise de son secrétaire, M. John Foster Dulles, a déclaré souvent: les États-Unis n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts.

Dans ce conflit, même le pape Paul VI a exprimé la crainte de représailles. Il s'oppose à ce que l'on massacre des populations désarmées. Il me semble que si les Nations Unies ne sont pas intervenues pour favoriser un règlement pacifique du conflit, cet organisme n'avait aucun droit de condamner la sécession, du Biafra. Je me pose la question suivante: De quelle autorité les Nations Unies ou U Thant se prévalent-ils pour agir ainsi? Les zones de friction et de conflit sont si nombreuses à travers le monde qu'une attitude aussi tranchée paraît provocante.

J'en viens donc à la conclusion que le Secrétaire général des Nations Unies est à la merci des trusts anglais et américains, et son attitude fera diminuer le peu d'estime que les pays pouvaient avoir pour son autorité. Par de tels gestes, l'ONU veut agir à l'instar d'un gouvernement mondial qui aurait droit de vie ou de mort sur tous les peuples, et bientôt on dira que le contrôle exercé par l'ONU et son Secrétaire général constitue une dictature économique et que, sans leur permission, nul ne pourra respirer.

Monsieur l'Orateur, si la Fondation Rockefeller, la Standard Oil, la compagnie Esso et la Banque de Manhattan fournissent plus d'aide à l'Université de Lagos qu'à sept des États plus pauvres du Midwest américain, parce qu'il n'y a pas de pétrole au Kansas, nous avons la preuve évidente que U Thant est la marionnette de ces puissances financières qui n'hésitent pas à anéantir un peuple en vue de sauvegarder leurs intérêts. A mon sens, faire mourir 4 millions de personnes pour